

LES MALAISES DE L'INCERTITUDE

Les Chinois et les Chinoises se posent de sérieuses questions à propos de leur avenir. Est-il possible de mettre en place un système central vraiment démocratique dans un État de plus d'un milliard d'habitants ?

PAR HEPING *

À DÉFAUT D'ÊTRE EN MESURE DE L'OCCULTER tout à fait, les autorités chinoises cherchent à rendre flou et anecdotique le mouvement étudiant du printemps 1989. Comme toujours, la façon avec laquelle on s'emploie à minimiser l'ampleur des turbulences sociales est révélatrice de ce que l'on veut vraiment dissimuler.

Réduite aux dimensions d'un cas de légitime défense, la chronologie des événements devient caricaturale et la version officielle perd toute crédibilité. Selon *Beijing Information*, seuls «des émeutiers sanguinaires» ont été tués... «il n'y a eu aucun mort parmi les étudiants, y compris ceux qui ont été forcés de se retirer».¹

Cette justification appartient au langage classique de la propagande; elle traduit, en plus, une bienveillance toute confucéenne destinée à récupérer les intellectuels, c'est-à-dire ceux qui dominaient la vague populaire et qui n'ont pas compris qu'ils étaient manoeuvrés par «la poignée des contre-révolutionnaires» eux-mêmes manipulés de l'extérieur.

On pourrait à l'infini débattre des versions controversées décrivant le déclenchement de la répression au soir du 3 juin. Cela n'ajouterait toutefois qu'un peu plus de confusion dans une tragédie déjà trop pénible. Il reste qu'une reconstitution exacte de la séquence des événements aidera un jour les historiens à répondre aux questions que de nombreux Chinois se posent. Tout d'abord, dans quelle mesure le mouvement pro-démocratique fut-il planifié ? Qui a incité, dès le mois d'avril, les étudiants de l'Université Beida à prendre comme prétexte la mort de l'ancien Secrétaire général Hu Yaobang pour exprimer bruyamment sur la place Tian'anmen leurs aspirations démocratiques ? Pourquoi le gouvernement chinois a-t-il systématiquement provoqué les étudiants en les accusant d'être des contre-révolutionnaires ?

Chen Yizhi, proche collaborateur de Zhao Ziyang (ancien Secrétaire général du Parti communiste chinois), déclarait au journal *Le Monde* : «Au début, les étudiants étaient calmes... mais chaque fois qu'ils voulaient évacuer la place Tian'anmen, Li Peng (l'actuel Premier ministre) les a provoqués. Ainsi, après le discours de Zhao,

le 4 mai, presque tous avaient repris les cours. Li Peng convoqua alors les responsables des universités pour dénoncer les atteintes à l'ordre public et le caractère illégal des manifestations. Peu après, les étudiants redescendaient dans la rue et entamaient leur grève de la faim.»

En Chine, personne ne croit à la spontanéité des mouvements politiques, et les scénarios les plus machiavéliques alimentent parfois les conversations. Phénomène normal bien sûr dans une société close où toutes les personnes «bien informées» tirent leurs renseignements de rumeurs rarement vérifiables. Il est difficile toutefois de ne pas considérer comme plausible l'intention «planifiée» du gouvernement chinois d'aboutir à une punition exemplaire. Bien qu'habituee au châtiement suprême, la société chinoise (et surtout la population de Beijing) ne s'attendait pas à une répression aussi brutale. Jusqu'aux dernières heures, personne n'y a cru vraiment. Alors que les premiers coups de feu avaient été tirés, certains étudiants dans les permanences de l'Université Beida refusaient de croire les informations qui venaient de leur parvenir, tellement, avouent certains, «on avait foi en la droiture de notre armée».

«On tue le poulet pour effrayer le singe» est aujourd'hui la formule chinoise la plus répandue pour expliquer comment une intervention militaire délibérée avait pour but de servir d'exemple. Bien sûr, cette peur fut exacerbée par la conjonction internationale et par les bouleversements dans les pays socialistes, mais ses motifs profonds furent et demeurent essentiellement chinois.

LE RÉGIME A CRU QU'IL ÉTAIT EN PÉRIL, CAR IL n'avait pas anticipé l'ampleur du mouvement. Depuis 1949, les intellectuels font partie des marginaux. Ils sont aisément persécutables, et il est aussi assez facile de les «récupérer». Une fois encore on avait minimisé, au mois d'avril, l'influence que pouvait avoir quelques milliers d'étudiants rassemblés sur la place Tian'anmen. Puis, le mouvement a basculé; en dénonçant surtout les difficultés économiques, il s'est rallié la population de Beijing. De multiples témoignages ont confirmé le désarroi du gouvernement, les hésitations de ses membres et l'existence de sourdes luttes politiques qui finirent par venir à bout des plus modérés, avec la démission du Secrétaire général du Parti, Zhao Ziyang.

La ligne de pensée qui a triomphé est bien celle qui s'accroche à la certitude que tout peut être réformé sans être tout transformé. Depuis

1979, le gouvernement chinois cultive avec soin de multiples paradoxes en affirmant, par exemple, qu'il est possible d'ouvrir le pays tout en le fermant, ou encore en favorisant le développement d'une économie de marché dans une structure politique marxiste-léniniste. La formule «Un pays, deux systèmes» permet de rassurer les étrangers et légitime en Chine toutes les contradictions les plus visibles. Ainsi, l'écoute de *Voice of America* maintenant encore n'est permise que pour apprendre l'anglais.

LA COHABITATION DES CONTRAIRES APPARTIENT À une logique traditionnellement chinoise; dans la conjoncture actuelle, cette logique se perpétue à Beijing dans la pensée des dirigeants trop confiants d'être les héritiers d'une révolution réussie et d'un nationalisme profondément intériorisé. Le discours politique renvoie aussi constamment à la constatation que la Chine est un grand pays qui est parvenu à assurer à sa population de plus d'un milliard d'habitants un niveau de vie plus enviable que celui des autres pays du tiers-monde. Et il est vrai qu'en Chine, on ne fait pas la queue pour obtenir un morceau de savon ou une paire de chaussures. La Chine est certainement le pays le plus prospère de tous les pays en développement; elle a pratiqué pendant longtemps un «communisme primitif» dont plusieurs États du tiers-monde voulaient s'inspirer. À l'époque de Mao, le refrain le plus répandu était en effet :

«Ce qu'il y a manger, tout le monde le mange, les habits qu'il y a, tout le monde les met, le travail à faire, tout le monde le fait.»

Et puis le nationalisme, ou plutôt le chauvinisme de la population chinoise – celui surtout de la majorité Han bien sûr – est un facteur fondamental sur lequel le Parti et le gouvernement comptent pour se faire pardonner leurs erreurs. Si bien qu'il n'est jamais très difficile de recourir à la xénophobie traditionnelle chinoise et de rendre l'extérieur coupable de maux internes. À maintes reprises, nous avons pu constater que même certains des opposants les plus durs au régime actuel demeuraient très perméables à l'argument de l'ennemi extérieur.

Toutes ces certitudes sur lesquelles s'appuie le gouvernement chinois ont cependant été ébranlées par le changement radical d'une grande partie de la jeunesse chinoise. Environ 37 p. 100 de la population a moins de vingt ans. Et, dans les villes surtout, cette génération d'enfants uniques

* Pseudonyme utilisé par un observateur attentif de la scène politique chinoise.